

**Séance ordinaire du
mercredi 28 novembre 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Véronique DÉMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL

**Convention de partenariat
Ville de Montpellier**

**Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault
Accueil de mineurs ou jeunes majeurs en mesure
de Travail d'Intérêt Général ou de Réparation Pénale**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante définit clairement la primauté de l'éducatif sur le répressif, et ce, dans une perspective de réinsertion sociale.

Ce texte consacre la notion d'enfance délinquante, l'existence des dispositifs judiciaires spécifiques pour les mineurs délinquants : une justice pénale des mineurs, une juridiction spécialisée et des procédures appropriées aux mineurs.

La loi n° 83-466 du 10 juin 1983 crée le Travail d'Intérêt Général (TIG), peine alternative à l'incarcération. Cette mesure qui se traduit par un travail non rémunéré au bénéfice de la société se veut réparatrice et socialisante et vise à développer un caractère éducatif pour les mineurs.

Sur le plan pénal, le juge des enfants est amené à juger les mineurs commettant des délits, et associe des mesures répressives dont le travail d'intérêt général et les mesures de réparation pénale.

La loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance place le Maire au cœur du dispositif, renforce le rôle des acteurs locaux et propose de nouveaux outils au service d'une politique qui repose sur un partenariat dynamique.

Ce texte s'articule autour de mesures phares qui répondent aux préoccupations quotidiennes des élus et des citoyens. Il donne à la lutte contre la délinquance des mineurs une dimension nouvelle, privilégiant une approche pragmatique, tout en respectant les principes directeurs de la justice des mineurs et apporte des réponses nouvelles, fondées sur la rapidité et la responsabilité. Pour garantir aux mineurs d'autres perspectives d'avenir que la délinquance, cette loi renforce l'arsenal des mesures alternatives par des sanctions axées sur le travail et respectueuses des rythmes scolaires.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a depuis plusieurs années instauré un partenariat en matière de prévention et de sécurité avec les services de la justice visant à mettre en place des actions concrètes.

Aussi, en complémentarité du soutien apporté à la réponse pénale en faveur des majeurs condamnés à un Travail d'Intérêt Général (TIG), une convention et un avenant signés avec la Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse permettent depuis 2014 l'accueil des mineurs et jeunes majeurs en TIG ou mesures de Réparation Pénale.

En cohérence avec sa Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et en articulation avec les politiques publiques mises en œuvre, notamment en faveur de la jeunesse, de l'éducation et la prévention de la récidive, la ville de Montpellier souhaite poursuivre son engagement. Pour ce faire, il convient de renouveler la convention avec la DTPJJ en faveur de l'accueil des mineurs ou jeunes majeurs en mesure TIG ou de réparation pénale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à la Sécurité à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à la Sécurité à demander l'inscription des travaux sur la liste des TIG/Mesure de réparation pénale.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 - Protocole accueil mineurs
- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181130-64481-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 11/12/18
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.